

DÉPARTEMENT DU DOUBS

-----  
COMMUNE DE FRANOIS  
-----

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 34/2025  
Réglementation à 30 km/h rue Jovinet à la rue de  
l'Oratoire.

LE MAIRE DE FRANOIS,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2213-1 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-7, R 411-8, R 411-25, R 415-7;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 3<sup>ème</sup> partie - intersections et régime de priorité – approuvée par l'arrêté interministériel du 24 juillet 1974 modifié et 7<sup>ème</sup> partie - marques sur chaussées - approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié ;

**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité des usagers et les riverains qui empruntent la rue Jovinet à la rue de l'Oratoire, situé dans l'agglomération de FRANOIS ;

**Considérant** que l'instauration d'une limitation de vitesse à 30 km/h permettra d'améliorer et de renforcer la sécurité des usagers et des riverains ;

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1** : La vitesse est limitée à 30 km/h pour tous les véhicules circulant dans la rue Jovinet du n° 2 à la rue de l'Oratoire.

**ARTICLE 2** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place par la commune de FRANOIS, et sera matérialisée par un « panneau 30 »

**ARTICLE 3** : Les dispositions définies par l'article 1 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

**ARTICLE 4** : Toutes les dispositions antérieures au présent arrêté et relatives à l'intersection mentionnée ci-dessus, sont rapportées.

**ARTICLE 5** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de FRANOIS.

.../...

**ARTICLE 7** : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de BESANÇON dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Maire de la commune de FRANOIS,  
Monsieur le Lieutenant de la Brigade de Gendarmerie d'ECOLE-VALENTIN,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Fait à FRANOIS, le 25 juillet 2025.**

**Le Maire,**

**Emile BOURGEOIS.**



Copie sera adressée à :

- Gendarmerie d'ECOLE-VALENTIN,
- Direction Départementale des Territoires de BESANCON-OUEST,
- SYBERT,
- GBM.